

Elections au Burundi "dans un climat de peur généralisée", dénonce l'ONU

UN News Centre, 9 juillet 2015 Burundi : l'ONU dénonce l'escalade de la violence et le retour de la peur Lors d'une réunion du Conseil de sécurité consacré à la situation au Burundi, des hauts responsables de l'ONU ont dénoncé l'escalade de la violence et le retour de la peur après des années d'efforts pour ramener le pays sur la voie de la paix et de la réconciliation. « La crise issue de la décision du Président Pierre Nkurunziza d'être candidat pour un troisième mandat a fragilisé une décennie de progrès constants dans la construction d'institutions démocratiques et de gains précieux en matière de sentiment d'appartenance à une communauté nationale commune », a souligné le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, dans un discours par vidéoconférence devant les membres du Conseil.

Il a regretté que le gouvernement burundais ait décliné, malgré les injonctions de la communauté internationale, d'organiser le 29 juin des élections législatives et locales, « qui ont été boycottées par les partis d'opposition et se sont déroulées dans un contexte très loin d'être favorable à un vote libre, juste et inclusif ». Le Sous-Secrétaire général des Nations Unies aux affaires politiques, Taye Brook Zerihoun, a également souligné devant le Conseil de sécurité que ces élections se sont déroulées « dans un climat de peur généralisée et d'intimidation dans certaines parties du pays », d'après les conclusions de la Mission d'observation électorale des Nations Unies au Burundi (MENU). C'est dans ce contexte que les préparatifs pour l'élection présidentielle, prévue le 15 juillet, se poursuivent, a-t-il dit. Le Haut-Commissaire Zeid a indiqué que le bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) au Burundi avait enregistré des dizaines de meurtres au cours des deux derniers mois, la plupart des personnes assassinées étant des manifestants et des défenseurs des droits de l'homme abattus par des membres de la milice Imbonerakure et des forces de sécurité. Selon lui, le flot de réfugiés burundais dans les pays voisins a été déclenché non pas par des rumeurs mais par des campagnes ciblées d'intimidation et de terreur. M. Zeid a aussi dénoncé les arrestations arbitraires et les nombreux cas de torture et de mauvais traitements signalés dans les lieux de détention, ainsi que la répression visant les journalistes, dont un grand nombre « a fui le Burundi par peur des représailles ». « Après des années d'efforts pour reconstruire le tissu social, les communautés ont de nouveau peur », a-t-il dit. « Une escalade de la violence motivée politiquement, associée à l'histoire de ce pays faite de massacres et d'atrocités répétées, devrait nous alerter sur la possibilité d'une crise grave ». Il a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à exercer son influence et son autorité pour aider à trouver une solution politique rapide à cette crise. « Je vous demande d'utiliser toute votre influence pour ramener un sens des responsabilités parmi les acteurs clés au Burundi », a-t-il ajouté. M. Zerihoun a également jugé « regrettable que les progrès réalisés par les Burundais soient sérieusement menacés ». « Le danger auquel est confronté le pays ne devrait pas être sous-estimé, étant donné la polarisation croissante et le choix apparent des dirigeants burundais de mettre leur intérêt personnel avant celui du pays », a-t-il ajouté. Selon lui, il faut que les acteurs burundais « agissent de manière responsable ». « Le gouvernement, en premier, a la responsabilité de protéger tous les citoyens burundais et leurs droits fondamentaux. L'opposition, de son côté, doit aussi désavouer l'usage de la violence et accepter d'engager un dialogue politique avec le gouvernement », a-t-il ajouté.